



# UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

## L'action du Bureau international du travail en Côte d'Ivoire et dans la sous-région



Depuis sa création en 1919, l'Organisation internationale du travail (OIT) promeut la réalisation du travail décent qui traduit l'aspiration de liberté, et de dignité de chaque homme et femme, à un emploi rémunérateur, exercé dans un contexte de sécurité, de liberté, de dignité.

Le Bureau international du travail (BIT), secrétariat de l'OIT, apporte un appui technique et financier à ses mandants – gouvernement, syndicat et patronat – en vue de la mise en œuvre de cet agenda.

Dans tous les pays couverts par le BIT Abidjan (Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, et Togo), les priorités des Programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD) portent sur l'emploi des jeunes, des femmes, et des personnes handicapées ; l'extension de la protection sociale ; le renforcement du dialogue social.

### EMPLOI

#### Appui à la promotion de l'emploi pour la lutte contre la pauvreté (APERP)

Mettre en œuvre la décision adoptée lors du Sommet extraordinaire tenu à Ouagadougou en 2004, de placer l'emploi au cœur des politiques économiques et sociales afin de lutter contre la pauvreté : tel est l'objectif poursuivi par le projet APERP, financé par la France, qui intervient dans quatre thématiques :

1. Améliorer la gouvernance du marché du travail
2. Faciliter la transition de l'économie informelle à l'économie formelle
3. Améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre
4. Renforcer les capacités des mandants tripartites de l'OIT dans les domaines techniques de l'emploi couverts par le projet.

#### Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux dans les circuits productifs au Mali

Au Mali, sur financement du Grand-Duché de Luxembourg, le BIT contribue au développe-



ment des compétences et à l'employabilité des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur agricoles, particulièrement dans trois filières (riz, sésame et fonio) avec des enjeux en termes de sécurité alimentaire et de croissance économique. Le projet met en œuvre une stratégie intégrée pour :

- doter les institutions de formation professionnelle d'outils pour l'entrepreneuriat et le travail décent
- renforcer les systèmes d'orientation professionnelle
- promouvoir des entreprises rurales durables.

#### Entreprises et travail décent : la responsabilité sociale des entreprises multinationales

En Côte d'Ivoire, sur financement de la France, le BIT mobilise les entreprises autour des pratiques responsables, inclusives et durables recommandées par la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT.

### PROTECTION SOCIALE

#### Dialogue social pour l'extension de la protection sociale

Dans un contexte où seule une infime proportion de la population est couverte par les systèmes existants de protection sociale, l'extension de la protection sociale est au cœur du dialogue social. Au Togo, sur financement de l'OCDE, le BIT a contribué à la reformulation et des axes stratégiques de la politique nationale de protection sociale. Au Niger, le BIT a apporté des conseils techniques à la réorganisation des priorités en matière de mise en place du socle de protection sociale.



photo - Marcel Crozet/ILO

### DROITS AU TRAVAIL



#### Lutte contre le travail des enfants

Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, le BIT appuie les efforts nationaux de lutte contre le travail des enfants, avec un focus sur le secteur de l'Agriculture. Certaines de ces initiatives font l'objet de partenariats novateurs avec le secteur privé et le gouvernement du Brésil au titre de la coopération sud-sud. En Côte d'Ivoire, le projet CLEAR (Engagement et Assistance au Niveau Pays pour réduire le travail des enfants), financé par les Etats Unis, soutient le fonctionnement du Système national de suivi du travail des enfants (SOSTECI).

Le BIT s'attache également à soutenir les initiatives de coopération sous régionales de

lutte contre la traite et le travail des enfants initiées par la Première Dame de Côte d'Ivoire, Madame Dominique Ouattara.

#### Gouvernance du travail

Dans le contexte où près de 90% des travailleurs se trouvent dans l'économie informelle, le BIT renforce la conformité des TPE/PME (Très Petites / Micro et Petites Entreprises) avec les droits fondamentaux au travail et les règles de santé et sécurité au travail. Le projet GOUVERNANCE, financé par la France, apporte pour ce faire un soutien aux inspections et administrations du travail et contribue à consolider l'engagement des organisations d'employeurs, de travailleurs et des gouvernements. Il intervient dans deux à trois secteurs prioritaires, avec le BTP comme secteur commun, dans cinq pays (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Tunisie, Madagascar).



Conférence des Premières Dames d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, 17-18 octobre 2017

**Contact : M. Dramane Haidara,**  
Directeur du Bureau de Pays de l'OIT pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo  
Tél. +225 20 31 89 00  
Adresse: Immeuble CCIA, av. Jean-Paul II  
01 BP 1387 - Abidjan - Côte d'Ivoire  
Site web : [www.ilo.org/africa](http://www.ilo.org/africa)  
Mail: [Abidjan@ilo.org](mailto:Abidjan@ilo.org)

## RENFORCEMENT DES PARTENAIRES SOCIAUX ET DU DIALOGUE SOCIAL

### Appui au Patronat

Le Conseil National du Patronat du Burkina a réalisé une évaluation de l'environnement propice aux entreprises durables au Burkina Faso et la confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire a réalisé une l'analyse des besoins en compétences des entreprises.

Le BIT a aidé le Conseil National du Patronat du Mali à mettre en place un service de formation en dialogue social et techniques de négociations des conventions collectives en faveur de ses membres. Le BIT a également mis à la disposition du Conseil National du Patronat du Togo un logiciel de gestion de ses adhérents et formé ses cadres sur l'administration et l'utilisation de la base de données.

### Appui aux syndicats

Le BIT renforce la capacité des organisations syndicales de travailleurs, par exemple en matière de négociation et de dialogue social pour mieux faire respecter les normes dans l'économie informelle au Burkina Faso ou, en matière de stratégies et politiques syndicales pour promouvoir les droits et conditions de travail des travailleurs migrants au Mali.

En 2019, l'Organisation internationale du Travail – la plus ancienne institution spécialisée du système des Nations Unies – célébrera son 100<sup>e</sup> anniversaire. L'OIT et ses partenaires entendent œuvrer ensemble afin de permettre à l'Organisation de relever les défis qui iront de pair avec la réalisation de son mandat de justice sociale pour l'avenir et qui consiste à garantir un travail décent à toutes et à tous dans le cadre de l'agenda 2030 pour le développement durable.